



BAROMÈTRE CONJONCTUREL DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N° 2 – Octobre 2006



IRIS

EDITIONS



LE BAROMETRE CONJONCTUREL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

Trimestriel • Octobre 2006

Tous droits réservés

Toute reproduction totale, partielle, ou sous forme transformée est interdite, sauf autorisation écrite de la part de l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse – Cellule Analyse.

L'usage d'extraits de la présente publication en tant qu'exposé ou démonstration dans un article, livre ou fichier est permis, moyennant une mention claire et précise de la source.

Pour toute information concernant ce baromètre, veuillez prendre contact avec:

Madame Christine Servaty

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale/IBSA

T 02/800 38 83 – F 02/800 36 15

email cservaty@mrbc.irisnet.be

© 2006 Région de Bruxelles-Capitale – Tous droits réservés

E.R.: C. Servaty, Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (IBSA) – Cellule Analyse

Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale,

Boulevard du Jardin Botanique 20 – 1035 Bruxelles

T 02 800 34 75 – F 02 800 38 23

Editions IRIS – D/2006/6374/160



9 789078 580010

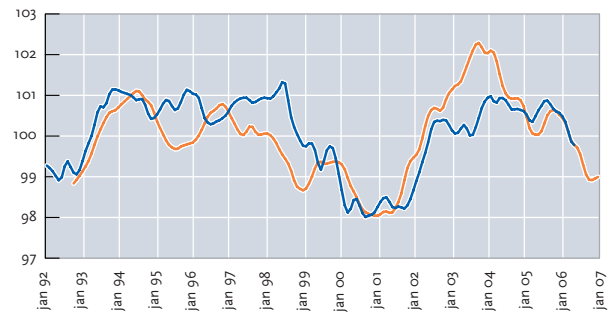
ISBN 9078580011



Table des matières

1 EXECUTIVE SUMMARY	4
2 CARACTÉRISTIQUES DE BRUXELLES	6
3 TABLEAUX DE BORD	II
3.1 Contexte international: le sommet de la conjoncture mondiale est-il passé ?	II
3.2 L'économie bruxelloise: développements macro- économiques	14
3.3 L'économie bruxelloise: les entreprises	15
3.4 Marché du travail	18
3.5 Recherche et développement	22
3.6 Environnement et transport	23
4 INDICATEURS CONJONCTURELS	25
4.1 Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail	25
4.2 Evolution de l'indicateur avancé de l'activité économique	26

Cycle conjoncturel du chômage



Cycle conjoncturel du PIB régional



Prévisions:

Composant conjoncturel du chômage	↓
Chômage DEI	↑
Composant conjoncturel d'activité économique	↘

I Executive summary

- Plusieurs indicateurs (dont la consommation des ménages) suggèrent que l'économie américaine se porte un peu moins bien et qu'un ralentissement de la croissance semble le scénario le plus plausible pour *l'économie mondiale* en 2007. Bien qu'une récession ne soit pas à l'ordre du jour aux Etats-Unis, le ralentissement de la consommation privée aura inévitablement des conséquences sur les marchés d'exportations européens. De plus, renforcé par l'énorme déficit de la balance courante, le ralentissement américain pourrait affaiblir encore la confiance dans le dollar et donner lieu à une nouvelle appréciation de l'euro avec, là aussi, les conséquences négatives possibles sur les exportations européennes. Ajoutons encore que, préoccupée par le réveil de l'inflation en Europe, la Banque Centrale Européenne ne penche pas pour une révision à la baisse du taux d'intérêt, ce qui peut aussi s'avérer un frein à la croissance. Enfin, le comportement des prix du pétrole brut attendu dans un proche futur constitue également un facteur important, bien qu'incertain. Depuis quelques mois, le prix du pétrole diminue. Les marchés estiment que le ralentissement de la croissance économique américaine pourrait tempérer la demande mondiale de pétrole. Tout dépend toutefois de l'évolution de la demande de pétrole dans les économies dynamiques d'Asie et de la stabilité des marchés pétroliers, généralement très sensibles aux développements politiques.
- Selon le "Global Competitiveness Index", publié par le World Economic Forum, la Belgique se situe au vingtième rang du classement international en termes de conditions propices à un climat compétitif. Le monde des entreprises belges réussit bien. Néanmoins on constate un léger recul concernant l'environnement macroéconomique (pour lequel le niveau élevé des coûts salariaux en Belgique est ressenti comme néfaste).
- L'indice de la *production industrielle* pour la Région de Bruxelles-Capitale est à nouveau orienté positivement depuis quelques mois, ce qui laisse présumer une reprise. Le prochain baromètre permettra de voir si cela annonce une tendance.
- *Le chiffre d'affaires réel dans les services* se porte particulièrement bien en Région de Bruxelles-Capitale. Tant le chiffre d'affaires du commerce de gros que celui des "services aux entreprises" affichent jusqu'à présent une tendance à la hausse sur l'ensemble de l'année. Toutefois, une légère stagnation est perceptible depuis peu dans le secteur des "services aux entreprises". Néanmoins, la mondialisation aidant, les analystes s'attendent à ce que la tendance positive à long terme se poursuive. Comme la Région est fortement orientée vers la production de services, cela devrait contribuer favorablement à l'économie bruxelloise.

• **L'emploi** dans la Région de Bruxelles-Capitale a augmenté en 2005 (dernier chiffre disponible) de 3,48% (+ 22.783 emplois), ce qui représente une augmentation plus forte que pour la Belgique (+ 2,32%). Bruxelles est donc toujours le grand pôle d'emploi de la Belgique, avec 54% de l'emploi qui revient à des navetteurs des deux autres régions. Le taux d'activité des habitants de la région a également commencé à remonter, avec un taux de 65,6% en 2005. La croissance relative à ce **taux d'activité** enregistrée ces 5 dernières années est par ailleurs plus marquée qu'en Belgique dans son ensemble ou que dans l'Europe des 15 (2004: 70,4%).

Malgré cette forte croissance de l'emploi, Bruxelles connaît toujours un **chômage** élevé et croissant. Sur base annuelle, la croissance au troisième trimestre de 2006 du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés se monte à 5.275 unités (contre une diminution de 4.169 unités pour la Belgique). Le taux de chômage administratif a augmenté par rapport à l'année précédente d'un point de pourcentage (pour arriver à 21,3%), contre une stagnation pour la Belgique (à 13,0%). A côté de ce phénomène de croissance, l'enquête sur les forces de travail montre que la croissance du nombre d'emplois à Bruxelles ne profite pas spécialement aux bruxellois. En effet, sur les 22.783 emplois créés, 3.235 emplois sont revenus à des habitants de la région (14%), alors que 86% de ces emplois créés sont occupés par des navetteurs (71% en provenance de Flandre et 15% en provenance de Wallonie).

• **L'indicateur composite avancé du marché du travail** prévoit pour 2006 une baisse de la composante conjoncturelle du chômage dans la Région de Bruxelles-Capitale. Au début de l'année prochaine, l'amélioration du chômage conjoncturel semble à nouveau s'arrêter. Etant donné la croissance sous-jacente à long terme et les valeurs typiquement plus élevées pour octobre, nous nous attendons à ce que le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés augmente dans les mois prochains.

• Par rapport à sa première version, ce baromètre introduit pour la première fois **l'indicateur composite avancé de la production**. Celui-ci permet de prédire l'évolution de l'activité économique dans la région environ 18 mois à l'avance. Nous nous limiterons désormais à un pronostic de 3 mois maximum (càd jusqu'à l'édition suivante). L'indicateur composite avancé de la production indique que nous pouvons attendre une baisse de la composante cyclique de l'activité économique dans la région bruxelloise jusqu'au début 2007. Ensuite, la conjoncture devrait revenir à la normale. En moyennes annuelles et en tenant compte d'une tendance positive à long terme de l'activité économique, les résultats indiquent pour 2006 et 2007 une croissance continue mais modeste.

2 Caractéristiques de Bruxelles

Source: SPF Intégration Sociale

TABEAU 1: Indicateurs des caractéristiques de la Région de Bruxelles-Capitale

Population: Nombre d'habitants ^I					
année	Belgique (nombre)	RBC (nombre)	RBC (%)	Région Flamande (%)	Région Wallonne (%)
1990	9.947.782	964.385	9,7%	57,7%	32,6%
2000	10.239.085	959.318	9,5%	57,8%	32,7%
2005	10.445.852	1.006.749	9,4%	57,9%	32,7%
2006	10.511.382	1.018.804	9,4%	57,9%	32,7%

Le cap du million d'habitants a été atteint en 2004. Depuis le milieu des années '90, la tendance à la baisse du nombre d'habitants s'est arrêtée et la population a

recommencé à augmenter. La part de Bruxelles dans la population totale de la Belgique reste plus au moins constante (9,5%).

Caractère international: Part des entreprises internationales en termes de ^{II} :				
Nombre				
année	Belgique (nombre)	Belgique (%)	RBC (nombre)	RBC (%)
2001	5.541	100,0	1.809	32,7
Valeur ajoutée				
année	Belgique (nombre)	Belgique (%)	RBC (nombre)	RBC (%)
2001	54.315.004	100,0	22.319.430	41,1
Emploi				
année	Belgique (nombre)	Belgique (%)	RBC (nombre)	RBC (%)
2001	614.263	100,0	235.105	38,3
Part des nuitées de tourisme d'affaires dans le total des nuitées ^{III}				
année	Belgique (%)		Région de Bruxelles-Capitale (%)	
2004	21,9%		54,4%	
2005	22,4%		53,9%	

Environ 33% du total des entreprises étrangères en Belgique est établi en Région de Bruxelles-Capitale (chiffres pour 2001). Ces entreprises étrangères produisent 41% de la valeur ajoutée en Région de Bruxelles-Capitale et y représentent 38,3% de l'emploi total. En

Flandre et en Wallonie, la part des entreprises étrangères dans la valeur ajoutée totale est de respectivement 17% et 12%. Le tourisme d'affaires en Région de Bruxelles-Capitale représente 54% de toutes les nuitées, alors qu'en Flandre et en Wallonie il en représente 12%.

Spécialisation sectorielle dans les services: Evolution de l'emploi durant la période 1995-2004 ^{IV}				
secteur	Belgique (% croissance 1995-2004)	RBC (% croissance) 1995-2004)	Belgique (% 2004)	RBC (% 2004)
Agriculture, forêts, exploitation de ressources minières	3,6%	-8,9%	3,3%	1,1%
Industrie et construction	-9,1%	-13,0%	19,5%	8,2%
Commerce de gros et de détail	15,5%	0,0%	13,4%	11,6%
Horeca, transport de biens et de personnes	6,6%	11,6%	10,7%	12,5%
Services financiers	3,0%	9,1%	3,7%	10,9%
Services et loyer	49,1%	23,5%	11,2%	13,7%
Enseignement, culture et sport	6,7%	7,1%	12,6%	12,6%
Administration publique, défense et soins de santé	21,8%	19,2%	22,9%	26,0%
Autres	3,6%	8,1%	2,7%	3,3%
Total	10,3%	9,6%	100,0%	100,0%

L'industrie traditionnelle, ainsi que l'agriculture, la forêt et l'exploitation de ressources minières, disparaissent peu à peu. Bruxelles est spécialisée dans les services de l'horeca, des transport de biens et de marchandises, des services financiers, des services et

location et dans le secteur public. Par ailleurs, l'emploi à Bruxelles dans les secteurs des services et location n'augmentent pas dans la même mesure que l'emploi dans ces secteurs pour toute la Belgique.

Paradoxe au niveau du bien-être: Valeur ajoutée brute par habitant en prix courants ^V				
année	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2004	24.579		49.294	
Emploi à Bruxelles selon le domicile ^{VI}				
année	RBC	Flandre	Wallonie	
2005	46,2	34,8	19	
Revenu moyen imposable par déclaration et par habitant ^{VII}				
année	Belgique (déclaration)	Belgique (habitant)	RBC (déclaration)	RBC (habitant)
2004	24.455	12.655	23.964	10.846
Part des déclarations de revenus en-dessous de la moyenne ^{VIII}				
année	Belgique (nombre)	Belgique (%)	RBC (nombre)	RBC (%)
2003	3.301.983	66,3	295.433	67,5

La valeur ajoutée brute par habitant est deux fois plus élevée en Région de Bruxelles-Capitale qu'en Belgique. Par contre, le revenu imposable moyen par déclaration se trouve sous la moyenne belge. Les navetteurs constituent l'un des facteurs qui expliquent ce paradoxe du bien-être. En effet, seuls 46,2% des emplois dans la Région sont occupés par des Bruxellois. Etant donné que les salaires à Bruxelles sont les plus élevés en Belgique (notamment en raison de la prépondérance du secteur des services) et que l'impôt des personnes

physiques est levé en fonction du domicile, ceci explique en partie pourquoi le revenu imposable moyen à Bruxelles (par déclaration et par habitant) se trouve sous la moyenne belge, malgré une valeur ajoutée brute élevée. L'inégalité des revenus en Région de Bruxelles-Capitale est également plus forte qu'en Belgique dans son ensemble: le nombre de déclarations de revenus sous la moyenne y est de 67,5%, contre 66,3% pour la Belgique.

Paradoxe du marché du travail: Part des emplois occupés par des travailleurs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur (%) ^{IX}				
année	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2004	36,6		49,2	
2005	36,8		51	
Part des personnes peu qualifiées dans le chômage (%) ^X				
année	Belgique		Région de Bruxelles-Capitale	
2004	42,1		43,3	
2005	42,3		46,0	
Taux de chômage ^{XI} : total et jeunes (15-24) ^{XII}				
année	Belgique (total)	Belgique (jeunes)	RBC (total)	RBC (jeunes)
2004	8,5	21,2	15,9	33,5
2005	8,5	21,5	16,5	35,0

En Région de Bruxelles-Capitale, on constate une prépondérance du travail salarié et à haute qualification. Le marché du travail bruxellois est caractérisé par un décalage au niveau de la qualification: 51% des emplois dans la région sont occupés par des travailleurs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur (37% pour la Belgique), alors que la part des peu qualifiés constitue 46% du chômage (42,3% pour la Belgique). En d'autres termes, il existe une grande réserve de per-

sonnes peu qualifiées et d'ouvriers alors que ce type d'emploi se réduit à Bruxelles. Donc, beaucoup de personnes peu qualifiées habitent à Bruxelles mais n'y trouvent pas de travail, alors que l'offre de personnes hautement qualifiées ne suffit pas pour remplir toutes les fonctions vacantes. Par conséquent, le chômage des jeunes, avec un taux de 35%, y est beaucoup plus élevé que dans le reste de la Belgique.

Innovation et entrepreneuriat: Part de personnel R&D dans l'emploi ^{XIII} (% total)			
année	Belgique	RBC	Europe-15
2002	1,80	3,65	1,6
2003	1,81	3,62	1,6
Nombre de demandes de brevets (par million d'habitants) ^{XIV}			
année	Belgique	RBC	Londres
2002	140,8	120,4	n.b.
2003	70,2	56,5	122,1
Taux net de création d'entreprises ^{XV/XVI}			
année	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale	
2003	0,2%	0,2%	
2004	1,5%	2,7%	

La Région de Bruxelles-Capitale dispose d'une base de connaissances universitaires importante, et de nombreux centres de recherche. La part de personnel R&D dans l'emploi y est le double que celle du pays et supérieure à la moyenne de l'UE-15 (3,62%). Quant au nombre de demandes de brevets, Bruxelles et la Belgique pourraient globalement faire mieux.

En Région de Bruxelles-Capitale, le nombre d'entreprises

actives a baissé sur la période 1999-2003 mais on constate une relance en 2004. Cela s'explique principalement par une hausse relativement forte du nombre de créations d'entreprises à Bruxelles, alors que le nombre d'arrêts est resté relativement constant. Le taux de créations net en Région de Bruxelles-Capitale était ainsi de 2,7% en 2004.

Situation des établissements et Infrastructure: Prix des bureaux ^{XVII} (euro/m ² /année, (croissance par rapport à l'année précédente))			
année	Londres	Amsterdam	RBC
2006	817 (5%)	325 (1,5%)	290 (1,8%)
Taux de disponibilité marché du bureau ^{XVIII} (% (chiffre 2005))			
année	Europa ^{XIX}	Amsterdam	RBC
2006	8,7 (8,9)	16,7 (n.b.)	10,6 (10,3)
Place dans classement européen en terme d'accessibilité des transports ^{XX}			
année	Londres	Amsterdam	RBC
2004	1	4	5
2005	1	4	5

Les prix des bureaux à Bruxelles, qui sont de 290 euro/M², sont sensiblement moins élevés que par exemple à Londres ou à Paris (730), mais aussi qu'à Amsterdam. Le marché bruxellois des espaces de bureaux a un taux de disponibilité un peu plus élevé (10,6%) que dans les autres grandes villes européen-

nes, ce qui permet d'éviter une surchauffe de ce marché en cas de hausse de l'économie. Bruxelles occupe la cinquième place sur 30 grandes villes européennes en ce qui concerne l'accessibilité du transport, selon le European Cities Monitor (2005).

Fonction centrale: Croissance du produit régional intérieur brut ^{XXI} (%)			
année	Brabant Flamand	Brabant Wallon	RBC
2002-2003	3,1%	2,6%	2%
2003-2004	4,9%	4,8%	5%

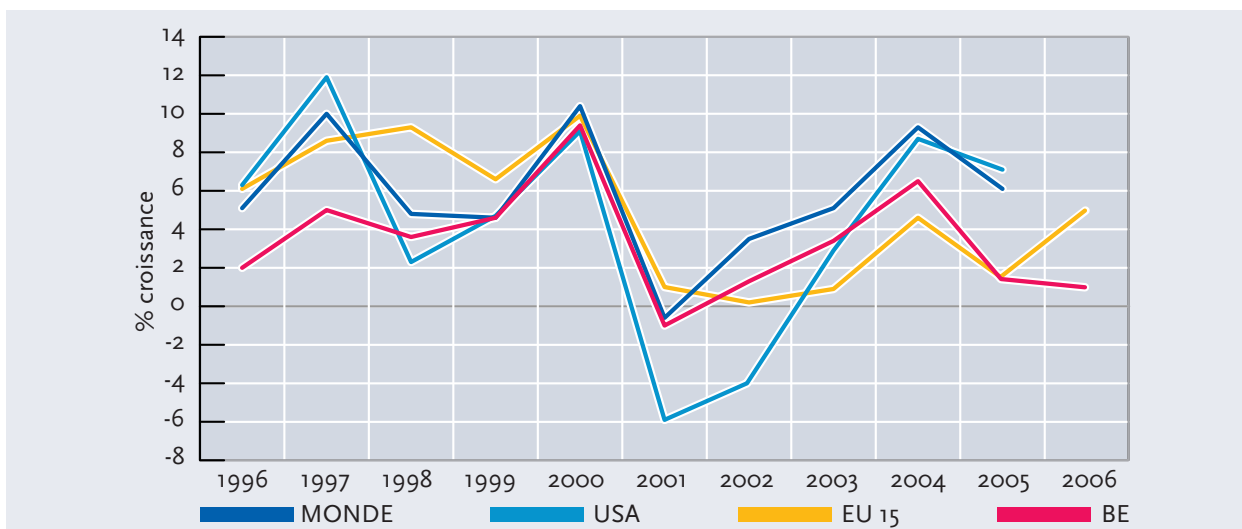
La croissance annuelle de la valeur ajoutée brute durant la deuxième moitié des années 90 était systématiquement plus élevée aux abords de Bruxelles qu'au centre ville. Cependant, Bruxelles a présenté une

plus grande croissance qu'en périphérie en 2002 et en 2004. Au début du millénaire, tant la périphérie que la Région ont connu un ralentissement qui semble terminé depuis 2004.

3 Tableaux de bord

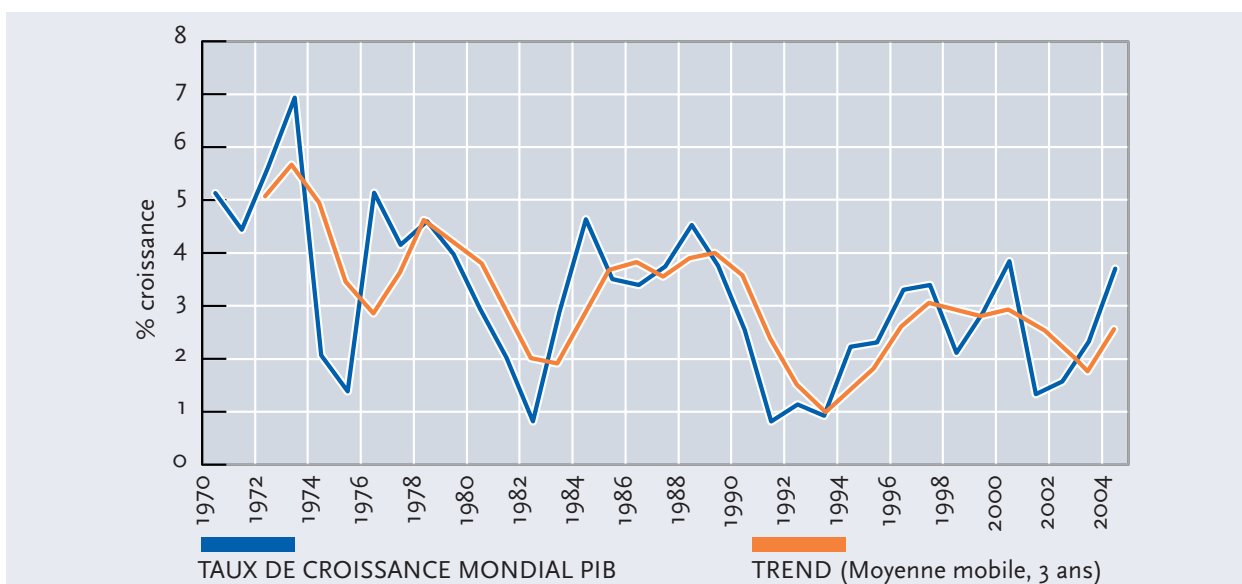
3.1 Contexte international: le sommet de la conjoncture mondiale est-il passé?

GRAPHIQUE 1: Evolution du commerce mondial en termes réels 1996 – 2006 ^{XXII}



Source: Calculs propres sur base d'Eurostat, Banque Nationale de Belgique, OMC

GRAPHIQUE 2: Evolution de la croissance dans le monde du PIB en termes réels 1970 – 2005



Source: Calculs propres sur base de l'OMC

Durant les années 2001-2002, les économies occidentales ont connu des temps difficiles. La surcapacité, surtout dans le secteur de l'information et de la communication, et les chocs géopolitiques, comme les attentats terroristes, ont troublé le climat général.

Les États-Unis ont été les premiers à sortir du marasme économique. En 2004-2005, la reprise a suivi en Europe et au Japon. Soutenue notamment par la forte croissance économique de la Chine et de l'Inde, l'économie mondiale tourne actuellement à plein régime.

Pour 2007, le ralentissement de la croissance de l'économie mondiale semble le scénario le plus probable. Ainsi, bon nombre d'indicateurs montrent que l'économie américaine est passée à une vitesse inférieure. Durant ces dernières années, beaucoup de familles américaines ont profité de la hausse des prix dans l'immobilier en utilisant la valeur accrue de leur logement pour contracter des prêts servant à financer différentes dépenses de ménage. Cependant, cette hausse s'est arrêtée et a fait tarir cette source de financement. La croissance de la consommation des ménages américains va donc certainement s'affaiblir.

Même si cela ne signifie pas nécessairement que l'économie américaine s'achemine vers une récession, il faut garder à l'esprit qu'un fort ralentissement de la consommation privée américaine représente pour le reste du monde des perspectives d'exportations moins dynamiques vers les États-Unis. De plus, le ralentissement de la croissance américaine peut porter atteinte à la confiance envers le dollar. Une forte baisse du dollar par rapport à l'Euro serait encore plus néfaste à l'exportation européenne.

Lors de sa réunion du 5 octobre 2006, le Conseil d'Administration de la Banque Centrale Européenne (ECB) a augmenté le taux d'intérêt de référence^{xxiii} de 0,25 points de pourcent, le portant à un niveau de 3,25%. La précédente augmentation date du mois d'août 2006. A moyen et à long terme, la BCE s'attend à une hausse de l'inflation et veut stabiliser l'évolution

future des prix par cette augmentation des taux d'intérêt. Les marchés s'attendent à une nouvelle augmentation des taux d'intérêt à la fin de l'année. Cependant, les taux d'intérêt réels ont eu du mal à rester positifs au cours de l'année. Le taux d'intérêt à long terme (27/09/2006) est de 3,71%^{xxiv} et présente une tendance à la hausse, d'une part parce que la Banque Centrale Européenne a déjà augmenté les taux d'intérêt à court terme par deux fois cette année, et d'autre part parce que les taux d'intérêts réels connaissent à nouveau une hausse ces derniers temps.

A cela s'ajoute le fait que les taux d'intérêt américains et européens à long terme convergent l'un vers l'autre.

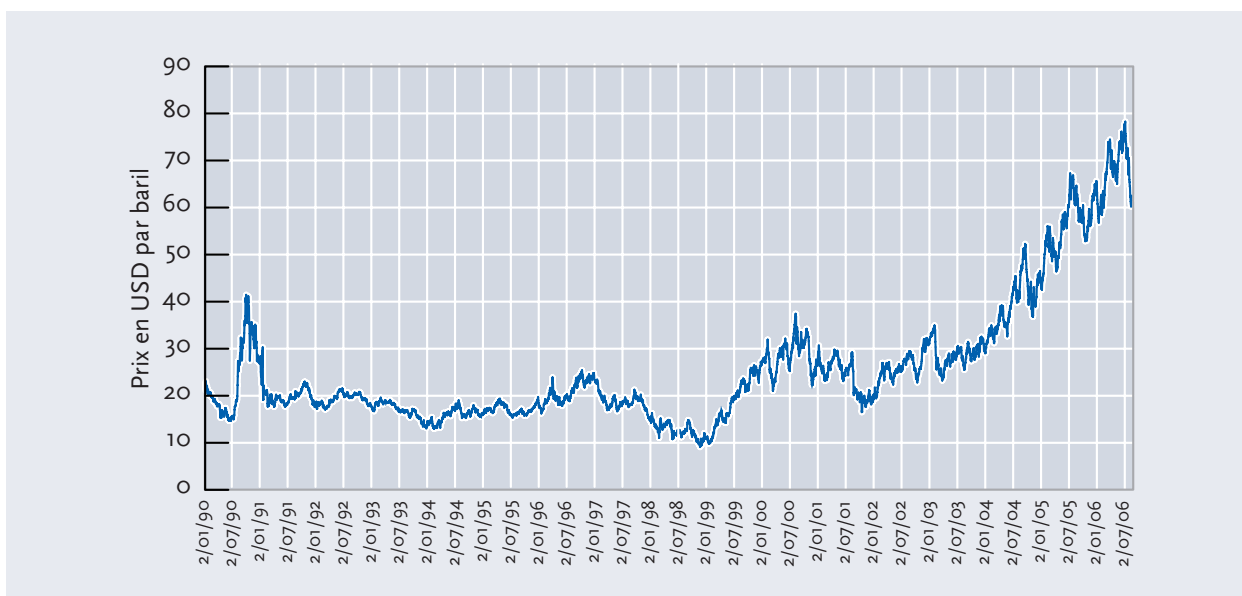
TABLEAU 2: Evolution du cours de change de l'US dollar par rapport à l'euro

	US dollars par euro	
	Moyenne de la période	Fin de la période
2006-04	1,2271	1,2537
2006-05	1,2770	1,2868
2006-06	1,2650	1,2713
2006-07	1,2684	1,2767
2006-08	1,2811	1,2851
2006-09	1,2727	1,2660
2006-10(*)	1,2662	1,2538

Source: IMF, ECB. (*) date de clôture 11-10-2006

Le cours de change du dollar américain par rapport à l'euro est présenté dans le tableau ci-dessus. On voit clairement qu'en moyenne le dollar s'est déprécié par rapport à l'euro au cours de cette année. La plupart des économistes pensent que cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochains mois, notamment sous l'effet du ralentissement de l'économie américaine et du sommet historique atteint par le déficit courant de la balance des paiements américaine.

GRAPHIQUE 3: Evolution du prix du pétrole brut



Source: U.S. Department of Energy, Energy Information Administration

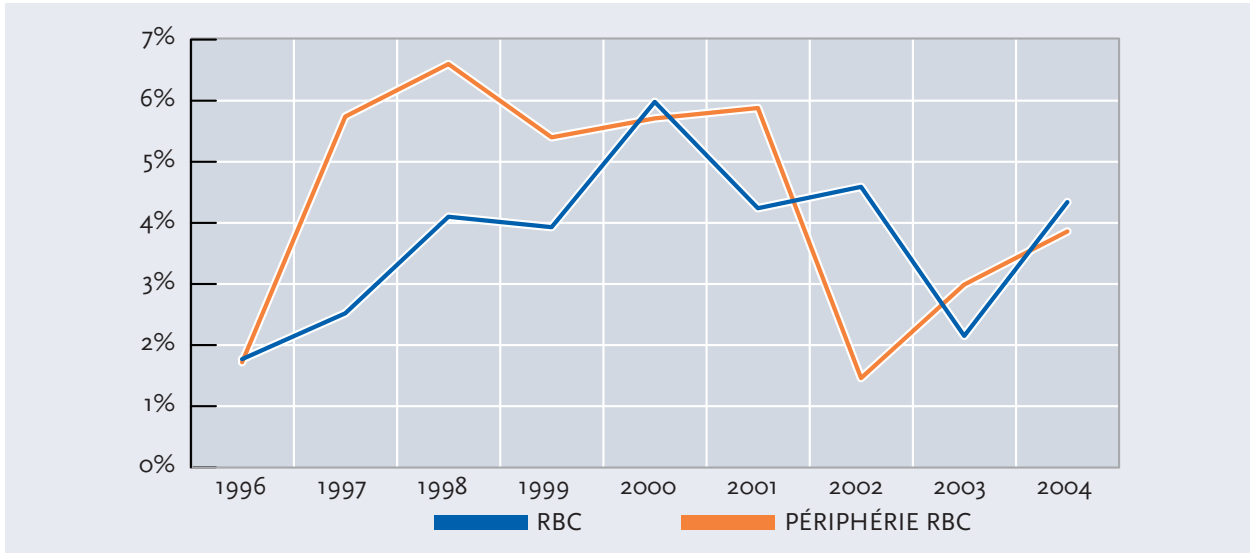
Le graphique 3 montre clairement l'effet de la guerre du Golfe (1990-1991). L'invasion de l'Iraq au Koweït a fortement influencé l'incertitude concernant l'approvisionnement en pétrole pendant quelques mois, avec toutes les conséquences qui s'en suivent pour le prix de l'or noir. Après la libération du Koweït, le prix du pétrole a rapidement retrouvé son niveau précédent d'environ 20 dollars le baril. Ensuite, le prix du pétrole est resté assez stable pendant plusieurs années. Depuis 2003, nous notons cependant une hausse presque permanente du prix du pétrole brut. Plusieurs éléments ont contribué à cette évolution. En premier lieu, la croissance rapide de l'économie mondiale a provoqué une hausse de la demande en pétrole brut, avec entre autres la Chine qui est devenue un importateur important de pétrole brut. De plus, quelques facteurs fortuits ont donné lieu à des

pénuries momentanées, comme l'ouragan Katrina, qui a provoqué d'importants dégâts aux installations de forage dans le golfe du Mexique. Pour terminer, la menace terroriste pesait et pèse toujours sur le secteur, qui de ce fait requiert une prime de risque élevée.

Pourtant, depuis quelques mois, le prix du pétrole connaît une forte baisse. Les marchés supposent que le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis provoquera un refroidissement général de la conjoncture mondiale. Par conséquent, la demande mondiale en pétrole augmentera moins vite que les prévisions initiales. Il est néanmoins trop tôt pour crier victoire. Une perturbation importante de l'acheminement du pétrole, quelle qu'en soit la nature, peut provoquer de fortes hausses de prix.

3.2 L'économie bruxelloise: développements macro-économiques

GRAPHIQUE 4: Evolution de la croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en Région de Bruxelles-Capitale et dans les arrondissements de la périphérie, 1996 – 2004



Source: Banque Nationale de Belgique

TABLEAU 3: Comparaison de l'évolution du produit intérieur brut à prix constant de la Région de Bruxelles-Capitale, du royaume et de la zone euro. Pourcentages de croissance annuelle

	Région de Bruxelles-Capitale	Belgique	EU-15
2000	3,9	3,9	3,9
2001	2,6	1,0	1,9
2002	3,2	1,5	1,1
2003	0,2	1,0	1,1
2004	2,0	3,0	2,2
2005	-	1,1	1,5
2006 (e)	-	2,5	2,2
2007 (e)	-	2,0	2,0

Source: Banque nationale de Belgique, Eurostat.
(e) pronostics;

* chiffres de croissance pour la zone Euro

L'évolution de l'économie belge suit généralement le schéma conjoncturel européen, ce qui n'est pas étonnant. Notre pays tire une grande partie de sa richesse des exportations, qui sont destinées en

grande partie aux autres pays membres de l'Union Européenne. La Belgique a donc tout intérêt à surveiller sa position conjoncturelle. L'indice global de compétitivité, publié pour la première fois par le Forum Economique Mondial (WEF) dans sa forme actuelle (l'ancien Growth Competitive Index (indice de compétitivité de croissance)), indique que la Belgique se maintient à la 20^{ième} place dans le classement international des pays établi selon que l'environnement est favorable à la concurrence. Le monde belge des entreprises se porte donc bien, en dépit de la légère régression dans l'environnement macro-économique. Vu la reprise générale des économies belge et européenne, on s'attend, sous réserve de la publication des chiffres définitifs, à des chiffres de croissance positifs pour la Région de Bruxelles-Capitale. Cependant, la position concurrentielle de la Belgique dans un contexte international doit être suivie de très près.

Les perspectives en matière d'inflation montrent qu'il y a de la marge pour une croissance non-inflationnaire. L'inflation (taux de croissance) pour 2006 reste en effet dans des limites raisonnables. Sur base des perspectives mensuelles que le Bureau du Plan a établies pour septembre et après, l'inflation annuelle moyenne en 2006 sera de 1,9% (en 2007, de 1,9%), contre 2,78% en 2005 et 2,10% en 2004. Le taux de croissance de l'indice de la santé, notamment utilisé pour l'indexation des salaires, des allocations sociales et des loyers, sera de 1,8% en moyenne en 2006, et 1,9% en 2007, contre 2,17% en 2005 et 1,63% en 2004. En juillet 2005, l'indice pivot pour les traitements et les allocations sociales a été dépassé. Selon les perspectives du Bureau du Plan, le prochain dépassement de l'indice pivot aura lieu en septembre 2006 (actuellement 104,14). Les allocations sociales seront ainsi ajustées de 2% à l'augmentation du coût de la vie en octobre 2006 et les traitements dans le secteur public en novembre 2006. En octobre 2007, l'indice pivot (106,22) sera à nouveau dépassé, selon les prévisions du Bureau du Plan.

TABLEAU 4: Evolution du chiffre de l'indice des prix à la consommation

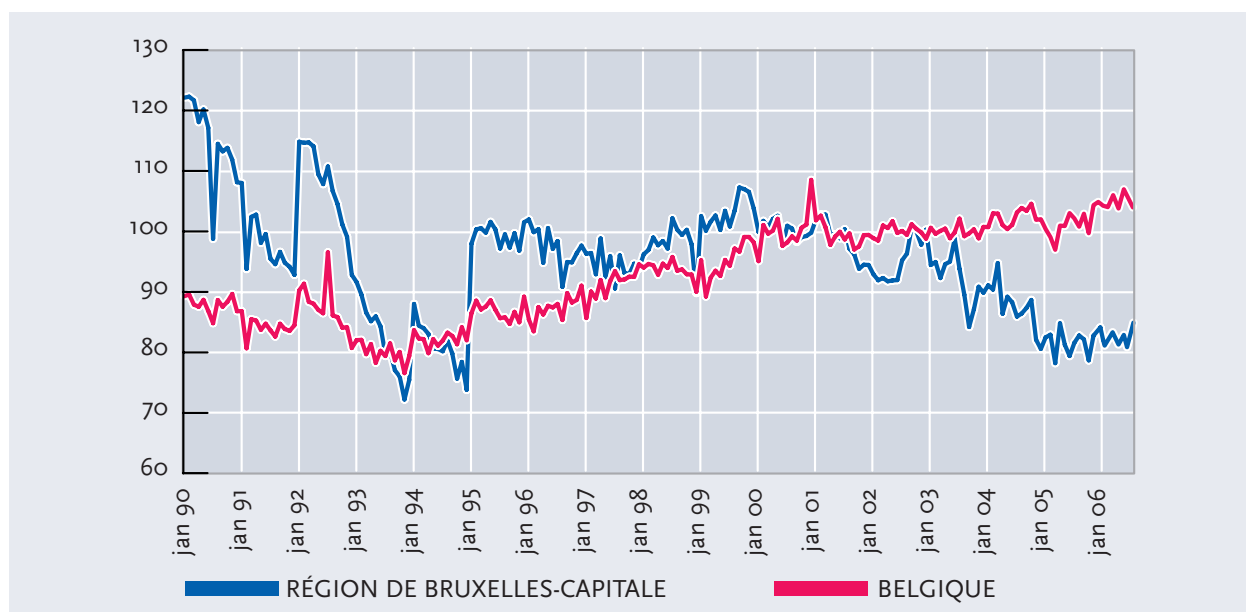
2006	Indice	Croissancevoet (%)
Janvier	103.48	2.63
Février	103.93	2.38
Mars	103.89	1.69
Avril	104.40	1.96
Mai	104.79	2.19
Juin	104.77	1.87
Juillet	105.13	1.60
Août	105.26	1.63
Septembre	105.10	1.36
Octobre	105.11	1.56
Novembre	105.24	1.71
Décembre	105.48	1.96

Source: Bureau du plan (estimations à partir de septembre)

3.3 L'économie bruxelloise: les entreprises

• La production industrielle

GRAPHIQUE 5: Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique



Source: Banque Nationale de Belgique

Le graphique 5 présente une image de l'activité industrielle à Bruxelles par rapport à la Belgique. On y constate que l'indice se stabilise autour de la valeur 80 depuis le début de l'année dernière, ce qui constitue une amélioration par rapport à la chute de la période '93-'94, mais le décalage entre la courbe de la Belgique et celle de la Région de Bruxelles-Capitale n'a jamais été aussi important. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène.

Les activités industrielles demandent généralement beaucoup de place. Or, vu l'exiguïté du territoire bruxellois et la disponibilité réduite des terrains libres, les possibilités d'implantation de nouvelles activités industrielles sont très réduites. Ces mêmes raisons forcent souvent les entreprises industrielles en expansion à déménager vers les régions voisines (Brabant flamand ou wallon), ou même plus loin. La structure de l'industrie bruxelloise n'est pas non plus étrangère à cela. Les secteurs d'activité qui ont connu une forte reprise ces dernières années, tels que la chimie, sont fortement sous-représentés à Bruxelles. Malgré ces han-

dicaps, la production industrielle semble avoir atteint son niveau plancher en 2005, et on peut donc escompter une reprise.

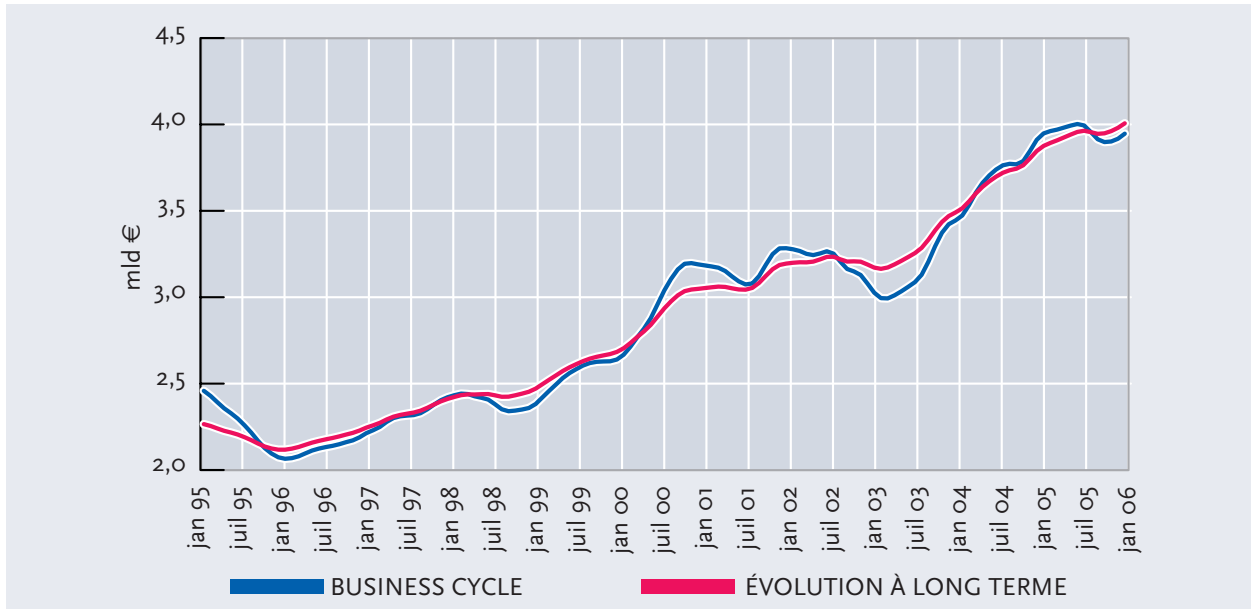
• Les services

TABLEAU 5: Evolution du chiffre d'affaires réel dans le commerce de gros et services aux entreprises en Région de Bruxelles-Capitale

	Données désaisonnalisées et lissées, année de base 2000 = 100	
	Chiffre d'affaires réel du commerce de gros	Chiffre d'affaires réel des services aux entreprises
2006-01	138,89	204,98
2006-02	138,99	208,93
2006-03	139,45	212,00
2006-04	140,12	213,39
2006-05	141,03	213,92

Source: Calculs propres sur base du SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique

GRAPHIQUE 6: Evolution du chiffre d'affaires réel du commerce de gros en Région de Bruxelles-Capitale



Source: Calculs propres sur base du SPF Economie

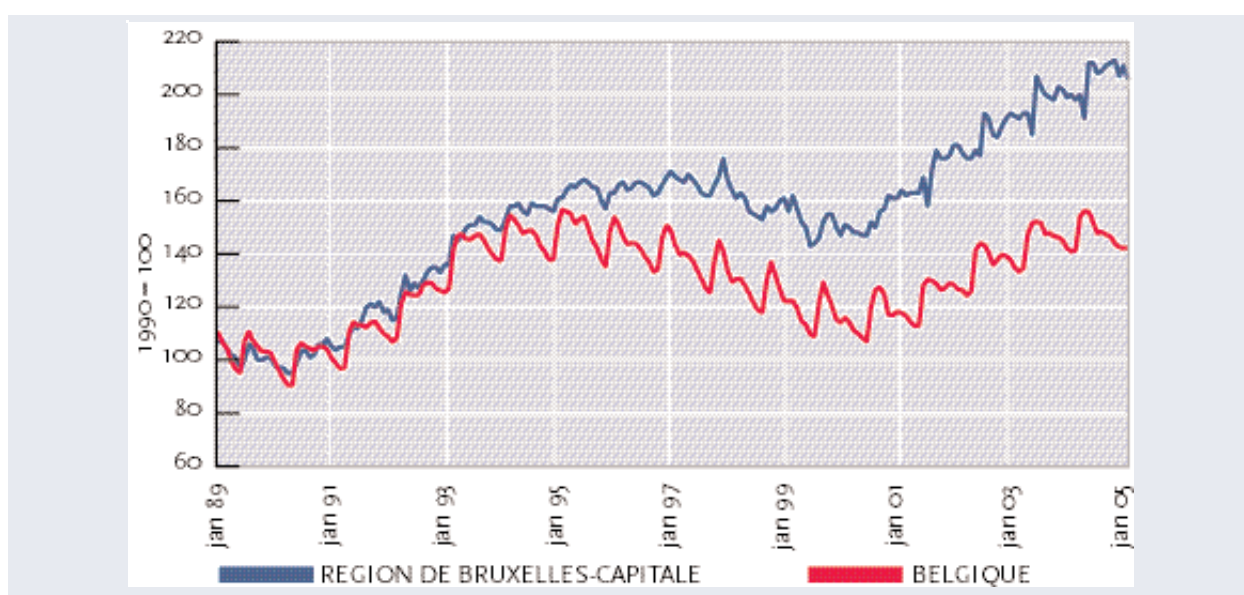
Les séries du tableau 6 montrent les valeurs à long terme et les fluctuations conjoncturelles des secteurs du commerce de gros et des services aux entreprises. Un filtrage de ces séries supprime les effets saisonniers et les pics occasionnels, ainsi que les effets spécifiquement liés à la période. Les

séries de base sont les chiffres d'affaires en euros établis sur base des déclarations mensuelles de TVA, avec correction de l'inflation par l'indice des prix sur le marché intérieur pour l'année de base 2000. La tendance semble en hausse permanente cette année.

Le graphique 6 illustre à long terme que le commerce de gros est beaucoup moins sensible à la conjoncture que l'industrie. On constate une tendance qui est presque continuellement à la hausse, interrompue par des périodes d'accélération de croissance et de relative stagnation. Ces mouvements suivent l'évolution conjoncturelle générale avec un léger décalage. La récente stagnation depuis le milieu de 2005 s'est arrêtée durant le premier trimestre 2006. D'une part, le commerce

de gros a reçu un coup de pouce des perspectives relativement favorables en Europe de l'ouest. D'autre part, la consommation des ménages a, via le commerce de détail – donné le stimulus nécessaire à l'intérieur du pays. Ceci est une conséquence de l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages, notamment suite à la réforme de l'impôt sur les personnes physiques et à la poursuite de la croissance de l'emploi.

GRAPHIQUE 7: Evolution du chiffre d'affaires réel du secteur des services aux entreprises en Région de Bruxelles-Capitale



Source: Calculs propres sur base du SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique

Le graphique 7 indique également que les services aux entreprises connaissent également une évolution prospère (voir le graphique 7). Durant le premier trimestre 2006, la valeur conjoncturelle du chiffre d'affaires réel a dépassé la valeur de la tendance à long terme. L'un des facteurs qui a contribué à cela est la tendance générale à la

sous-traitance dans les entreprises et dans les administrations publiques. Bien que les premiers signes d'un léger ralentissement commencent à se dessiner, on s'attend à ce que la tendance positive à long terme se poursuive, ce qui est favorable pour le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale.

3.4 Marché du travail

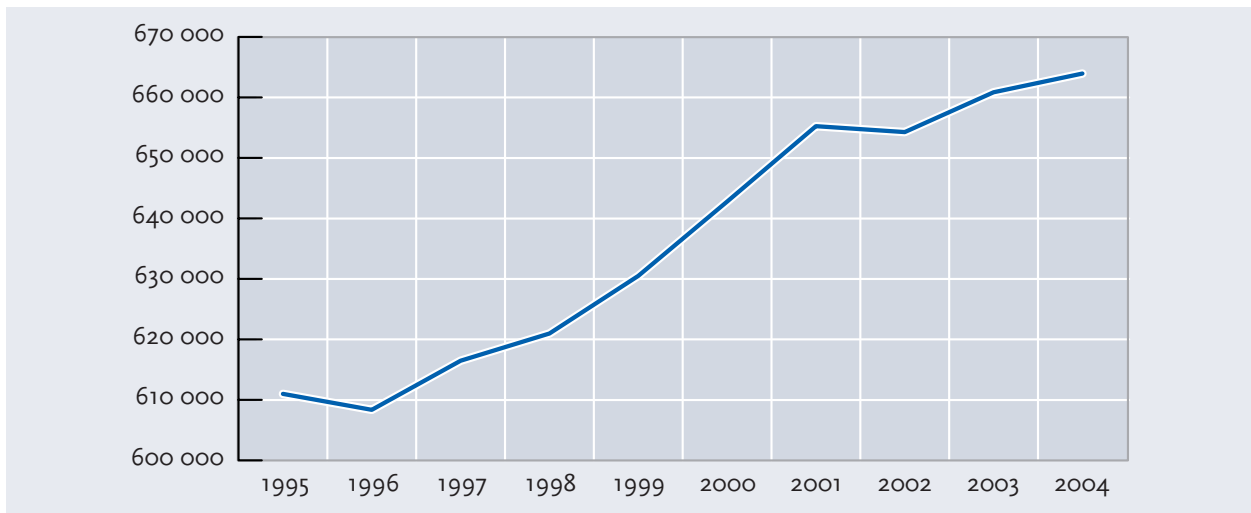
- Une croissance notable de l'emploi

TABEAU 6: Nombre total de travailleurs actifs (emploi) dans l'ensemble de l'économie (% croissance par an) ^{XXV}

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2002	4.069.832 (0,35)	652.863 (0,03)
2003	4.070.355 (0,01)	649.273 (-0,55)
2004	4.139.173 (1,69)	653.807 (0,7)
2005	4.235.414 (2,32)	676.590 (3,48)

Source: SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Informations Economiques (EFT), calculs propres.

GRAPHIQUE 8: Nombre total de travailleurs dans la Région de Bruxelles-Capitale
– Chiffres absolus: Evolution 1995 - 2004



Source: Calculs propres sur base de chiffres de l'Institut des Comptes Nationaux

L'emploi suit avec un peu de retard le développement général de la conjoncture. En cas de modification du climat économique, les entreprises attendent de voir comment les choses évoluent d'elles-mêmes avant de décider de licencier du personnel (comme durant la crise des années 2001 et 2002) ou d'en engager (comme lors de la reprise actuelle).

En raison du poids important du secteur des services dans l'économie bruxelloise, on pourrait s'attendre à ce que la région suive cette tendance générale avec un certain retard. On constate cependant qu'en 2005, la reprise de la croissance de l'emploi a été plus rapide à Bruxelles que dans le reste de la Belgique.

• Taux d'activité

TABLEAU 7: Comparaison du taux d'activité économique en % de la population de 15 à 64 ans

	UE-15	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2001	69,1	64,2	62,0
2002	69,6	64,8	63,9
2003	70,0	64,9	63,1
2004	70,4	65,9	64,3
2005	n.d.	66,8	65,6

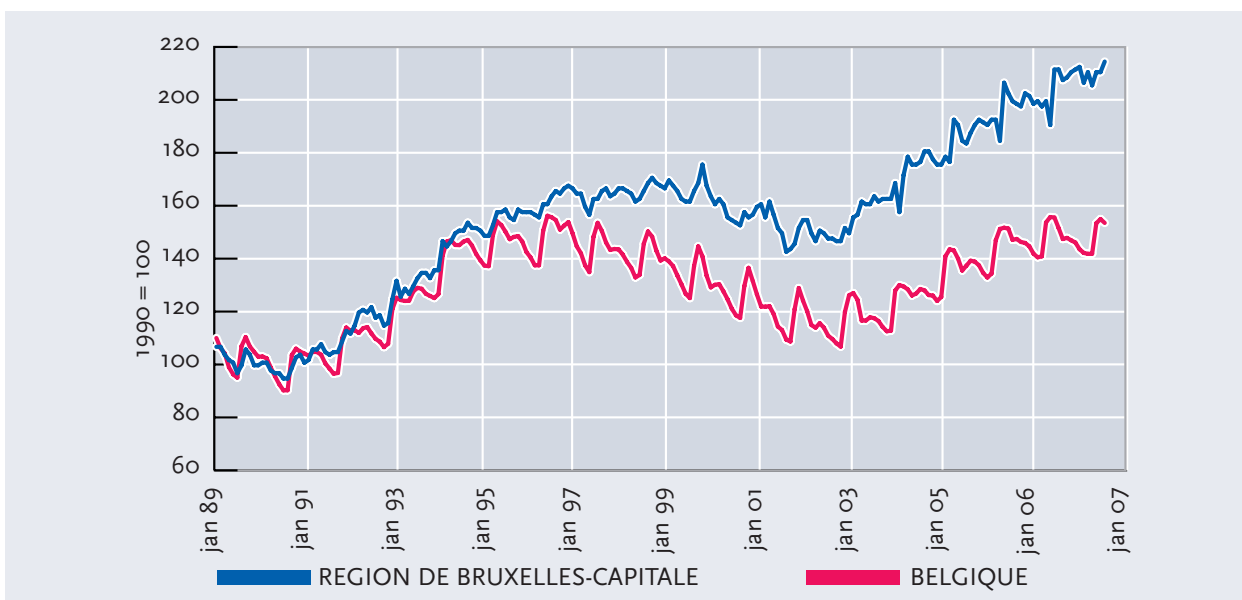
Source: Eurostat et SPF Economie, Direction Générale Statistique et Information Economique (EFT), calculs propres.

Le degré d'activité est, parmi d'autres, un facteur décisif d'un point de vue théorique pour la croissance potentielle de l'économie. De plus, un degré élevé de participation est important pour la capacité de soutien de notre système social. Le Tableau 7 montre que le taux d'activité à Bruxelles se situe en-dessous de la moyenne belge et européenne. On voit cependant aussi que Bruxelles a entamé une

opération de rattrapage, car le taux d'activité y augmente plus vite que dans le reste de la Belgique ou de l'UE des 15. Cette tendance devrait sans doute se poursuivre dans un futur proche. Bruxelles réussit aussi relativement bien à garder en activité ses travailleurs âgés (de 50 à 64 ans). Dans un contexte de vieillissement de la population active, ceci devrait également s'avérer bénéfique pour Bruxelles.

• Le chômage reste élevé

GRAPHIQUE 9: Evolution du nombre de chômeurs demandeurs d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (année de base de l'indice: 1990 = 100)



Source: ORBEM

TABLEAU 8: Nombre total de chômeurs demandeurs d'emploi (chiffres trimestriels)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005-II	569.867	92.505
2005-III	625.933	93.229
2005-IV	601.533	97.298
2006-I	587.760	98.291
2006-II	573.307	96.541
2006-III	621.764	98.504

Source: Calculs propres sur base de: ORBEM
(chiffres 2006-III sur base juillet/août)

TABLEAU 9: Taux de chômage (chiffres administratifs)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2005-II	11,9 %	20,1 %
2005-III	13,0 %	20,3 %
2005-IV	12,5 %	21,2 %
2006-I	12,3 %	21,4 %
2006-II	12,0 %	21,0 %
2006-III	13,0 %	21,3%

Source: Calculs propres sur base de: ORBEM
(chiffres 2006-III sur base juillet/août)

TABLEAU 10: Taux de chômage (selon la définition de l'OIT)

	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2001	6,64 %	12,98 %
2002	7,58 %	14,73 %
2003	8,24 %	15,76 %
2004	8,46 %	15,90 %
2005	8,50 %	16,50 %

OIT: Organisation Internationale du Travail
Source: SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique (EFT)

Pour des raisons évidentes, on s'attend à ce que le chômage évolue de façon inverse à l'emploi, comme l'image de ce dernier dans un miroir. C'est cependant moins le cas à Bruxelles que dans l'ensemble de la Belgique. Durant la seconde moitié des années 1990, la diminution du chômage a été nettement plus lente à Bruxelles, tandis que son augmentation durant la période 2002-2005 a été plus forte qu'ailleurs en Belgique.

Comment expliquer ce phénomène ? Il est lié au paradoxe du marché de l'emploi. Les nouveaux emplois créés à Bruxelles s'adressent plutôt à des personnes ayant un niveau d'études élevé. 47% de l'emploi concerne les personnes hautement qualifiées, en comparaison avec 35,3% pour la Belgique (chiffres pour 2005). Cependant, beaucoup de chômeurs bruxellois sont des personnes peu qualifiées: 46% d'entre eux disposent d'un diplôme de l'enseignement secondaire inférieur, contre 42,2% pour la Belgique. D'autre part, Bruxelles compte proportionnellement plus de personnes hautement qualifiées dans la population des chômeurs (21% contre 18,6% pour la Belgique). Pourtant, cela ne semble pas suffire pour répondre à l'importante demande de travailleurs hautement qualifiés à Bruxelles, ce qui fait que les fonctions vacantes sont souvent attribuées à des navetteurs de l'extérieur de la région, alors que la réserve de travailleurs peu qualifiés à Bruxelles et dans les environs ne trouve pas d'emploi. Le retour à une conjoncture favorable devrait sans doute bientôt mettre un terme à la croissance du chômage. Il est cependant évident que ce problème nécessitera des mesures supplémentaires de formation professionnelle et d'accompagnement des chômeurs s'il doit être effectivement abordé.

• Travail dans la région de résidence

TABLEAU 11: Evolution du nombre d'emplois en Région de Bruxelles-Capitale occupés par des habitants de la région

Année	Nombre de travailleurs en Région de Bruxelles-Capitale résidant en RBC	Variation du nombre de travailleurs résidant et travaillant dans la Région	Variation en % du nombre de travailleurs résidant en RBC
2001	290.969	- 5.609	-1,89
2002	298.203	7.234	2,49
2003	298.541	338	0,11
2004	309.358	10.817	3,62
2005	312.591	3.235	1,05

Source: SPF Economie, Direction Statistiques et Information Economique (EFT), calculs propres

En comparaison avec l'année précédente, 3.235 emplois ont été créés en 2005 en Région de Bruxelles-Capitale pour des gens habitant dans la Région, ce qui constitue une baisse par rapport à 2004. Néanmoins, ce chiffre n'a jamais été négatif après 2001. L'explication de cette faible hausse du nombre de travailleurs résidant en Région de Bruxelles-Capitale réside en deux points. Premièrement, les navetteurs entrant en Région de Bruxelles-Capitale ont augmenté de 19.548 unités. Par ailleurs, contrairement à 2004, davantage de Bruxellois sont allés travailler hors de la Région (augmentation des navetteurs sortants de 7.070 emplois).

Par contre, en 2004, le flux de navetteurs a diminué de 4.332 unités venant de Flandre, et de 1.949 unités venant de Wallonie. En tenant également compte du flux sortant des navetteurs, cela signifie que le nombre total d'habitants de la RBC qui y travaillent avait augmenté de 8.817 unités nettes (en 2004).

En 2005, la plus grande partie de la croissance de l'emploi en Région de Bruxelles-Capitale revient aux navetteurs. En effet, l'emploi total dans la Région a connu une croissance beaucoup plus forte, non seulement par rapport à 2004 mais également par rapport à la Belgique, à savoir 22.783 emplois (voir tableau 6). Le nombre de navetteurs a augmenté respectivement de 16.154 au départ de la Flandre et de 3.394 au départ de la Wallonie. En tenant compte de l'augmentation des navetteurs sortants (+ 7.070), cela signifie que le nombre d'habitants de la région occupés a augmenté en 2005 de 10.305 unités nettes, dont 3.235 emplois en RBC, pour 22.783 emplois créés. La croissance de l'emploi dans la région jouait donc en 2005 un rôle moins important en termes de croissance de l'emploi des Bruxellois dans leur propre région. Avec un taux de chômage OIT de 16,5%, nous constatons à quel point le paradoxe du marché de l'emploi à Bruxelles persiste.

3.5 Recherche et développement

En raison de son caractère spécialisé, ce chapitre fait l'objet d'une actualisation annuelle.

TABEAU 12: Evolution des dépenses publiques et privées de R&D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique

Crédits publics à la R&D (en % du budget total)		
	Autorités fédérales	Région de Bruxelles-Capitale
2005	0,85 % (i)	0,92 %
2004	0,89 %	0,82 %
2003	0,93 %	0,81 %
2002	1,00 %	0,70 %
Dépenses privées de R&D (en % du PIB)		
	Belgique	Région de Bruxelles-Capitale
2004 (ii)	1,3 %	0,58 %
2003	1,31 %	0,57 %
2002	1,37 %	0,61 %
2001	1,51 %	0,65 %

(i) Sur base des données de budget initiales

(ii) Sur base d'estimations d'Eurostat

Source: Calculs propres sur base de: Belspo, BNB, Eurostat

La part des crédits publics à la Recherche et au Développement (R&D) dans le budget total de la Région de Bruxelles-Capitale a augmenté progressivement ces dernières années. Pour 2005, cette part est comparable à celle accordée au niveau fédéral. L'augmentation a été particulièrement marquée en 2003. Les crédits publics à la R&D accordés en 2003 par la Région de Bruxelles-Capitale représentent 1,02 % de l'ensemble des crédits publics à la R&D de tout le pays.

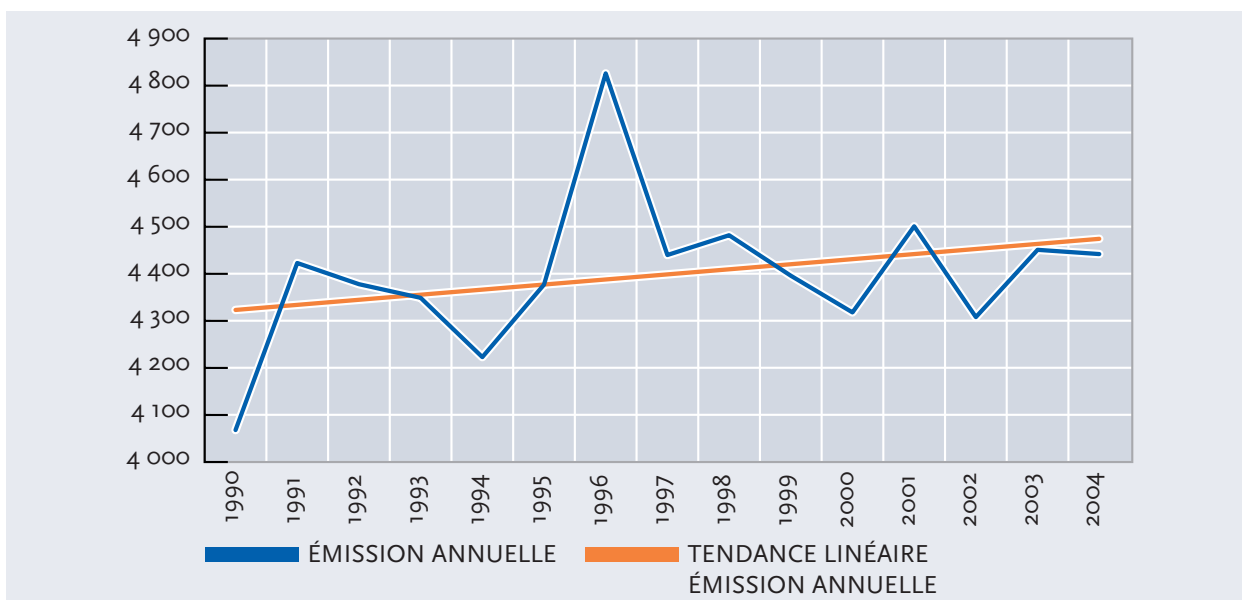
En ce qui concerne les dépenses privées de R&D, la Région de Bruxelles-Capitale suit le modèle national. La proportion de ces dépenses par rapport au PIB ne cesse de diminuer. Une telle diminution ne s'observe pas qu'en Belgique, bien qu'en France et en Allemagne, ces dépenses augmentent progressivement et se maintiennent de façon relativement constante dans l'UE-15. Les pourcentages concernés sont par ailleurs encore bien éloignés de l'objectif européen de 3 % du PIB visant à consacrer en 2010 aux dépenses de R&D, dont au moins deux tiers financés par les entreprises.

3.6 Environnement et transport

En raison de son caractère spécialisé, ce chapitre fait l'objet d'une actualisation annuelle.

- Émission de gaz à effet de serre

GRAPHIQUE 10: Émission de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale (en Kt d'équivalents CO₂)^{xxvi}



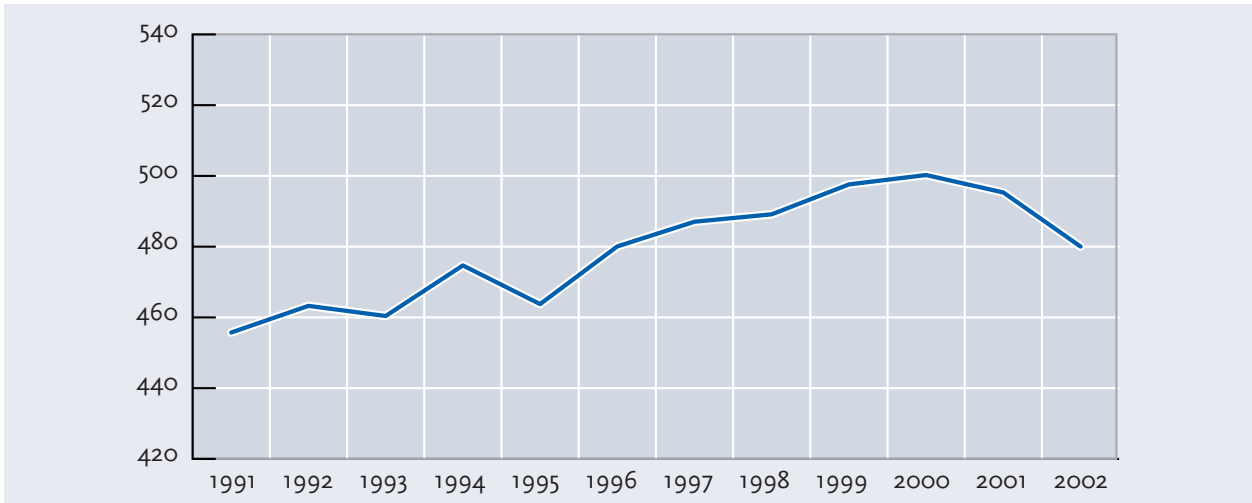
Source: Calculs propres sur base de chiffres de: IBGE

Les émissions annuelles de gaz à effet de serre présentent des fluctuations considérables. Le pic d'émissions enregistré en 1996 est particulièrement frappant. Il est dû à une augmentation des émissions tant des ménages et du secteur tertiaire que de l'industrie. Il résulte d'une augmentation

relative de la consommation de combustibles au cours de l'hiver long et froid. A long terme, les émissions de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale ont tendance à augmenter progressivement.

• Déchets ménagers

GRAPHIQUE 11: Collecte de déchets ménagers par l'Agence Bruxelles-Propreté (en kg par habitant)



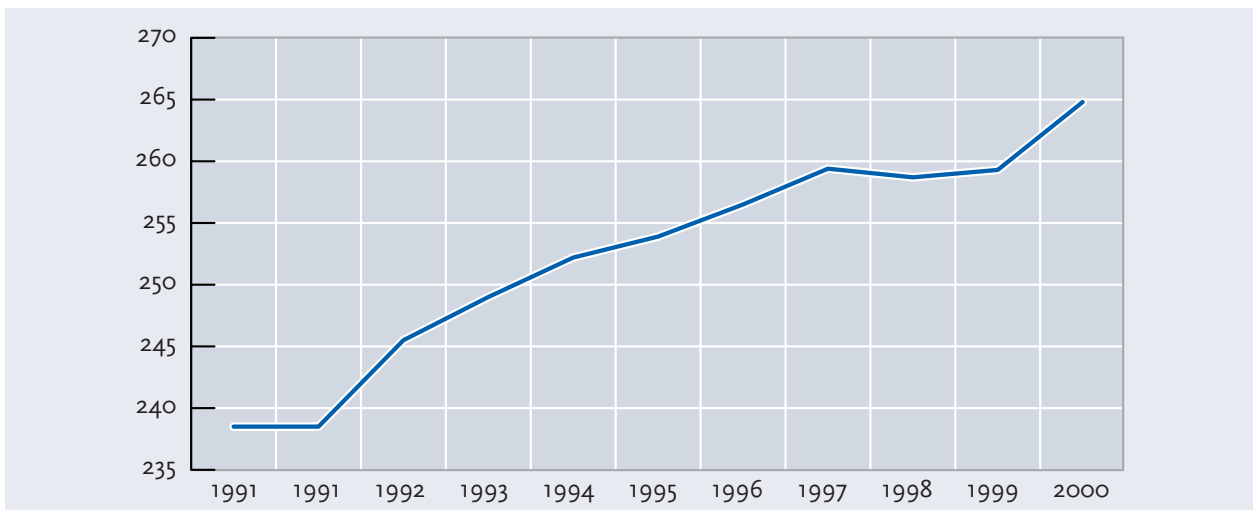
Source: IBGE

Entre 1995 et 2000, le nombre de kg de déchets ménagers par habitant collectés dans la région a considérablement augmenté. En 2000, la tendance s'est inversée et la quantité de déchets s'est remise à diminuer. Cette diminution s'est poursuivie en

2001 et 2002. Cette évolution est assez exceptionnelle et va certainement de pair avec une sensibilisation de la population aux problèmes de l'environnement.

• Circulation sur base de la consommation de carburant

GRAPHIQUE 12: Consommation de carburant (essence + diesel + LPG) (en Kt d'équivalents pétrole)



Source: IBGE

La consommation de carburant dans la Région de Bruxelles-Capitale a fortement augmenté depuis le début des années 90. Si l'on considère ce paramètre comme un bon indicateur de la

densité de la circulation, on peut se dire que la région n'est pas encore débarrassée de ses problèmes d'embouteillage.

4 Indicateurs conjoncturels

4.1 Evolution de l'indicateur avancé du marché du travail

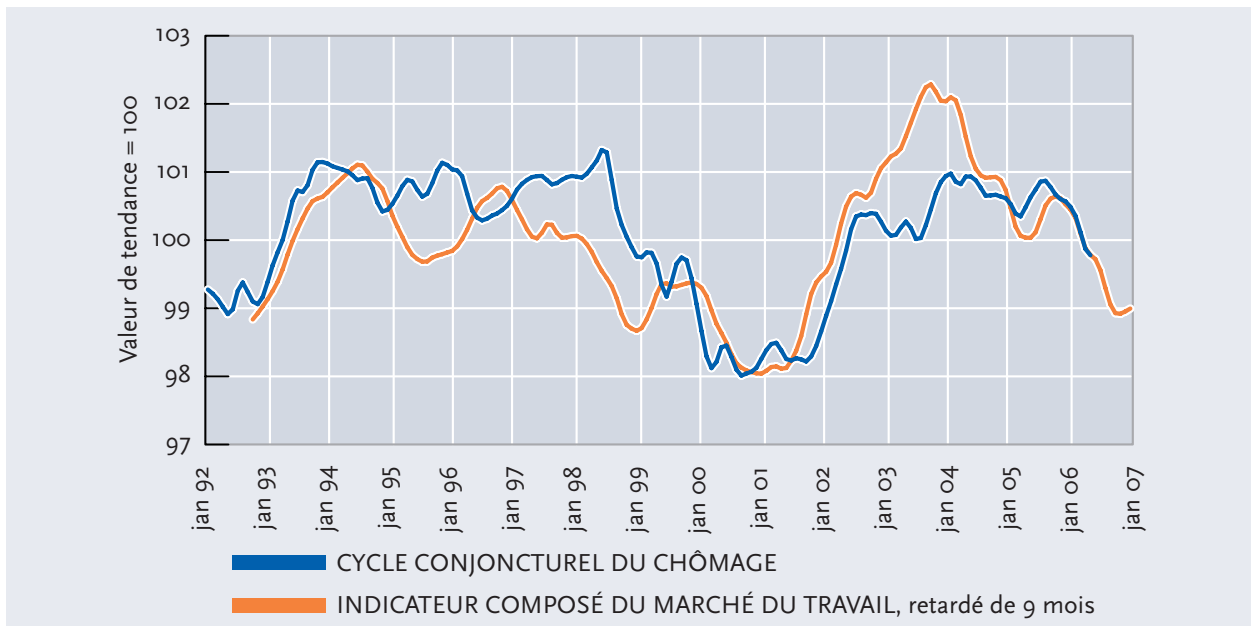
Un indicateur avancé du marché du travail permet de prévoir les mouvements sur le marché du travail. Le chômage est un indicateur important de l'équilibre sur le marché du travail. En effet, celui-ci montre la disparité entre la demande de travail et l'offre de travail. Il constitue également une donnée importante d'un point de vue politique.

L'indicateur avancé du marché du travail est une estimation de la composante conjoncturelle du nombre de chercheurs d'emploi non-occupés en Région de Bruxelles-Capitale. L'indicateur estimé a un caractère prévisionnel. Comme déjà indiqué dans la première édition, il est basé sur l'indice désaisonnalisé et lissé du nombre d'heures de travail intérimaire prestées pour la Belgique et du nombre d'emplois vacants reçus et gérés par l'ORBEM. Il est bien connu que le travail intérimaire réagit relativement vite à des changements dans la demande sur

le marché du travail. Les emplois vacants donnent également un signal précoce de l'évolution de la demande sur le marché du travail, ce qui est confirmé par des analyses statistiques. L'indicateur composé avancé du marché du travail a une avance d'environ neuf mois sur la composante conjoncturelle du chômage. Comparé à la première édition, l'indicateur avancé du marché du travail présente deux différences. Premièrement, on a fait usage de données plus récentes. Les données de chômage pour la Région de Bruxelles-Capitale et les emplois vacants sous la gestion de l'ORBEM ont été actualisées jusqu'en septembre 2006. Celles pour le travail intérimaire ont été mises à jour jusqu'en août 2006.

Deuxièmement, une légère adaptation et correction ont été effectuées dans la méthodologie pour obtenir des résultats de meilleure qualité.

GRAPHIQUE 13: Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale



Source: Calculs propres sur la base de: ORBEM et Federgon

Le graphique 13 montre le nombre de demandeurs d'emplois inoccupés dans la Région de Bruxelles-Capitale et compare ce chiffre avec notre indicateur avancé du marché du travail – la combinaison de travail intérimaire et d'emplois vacants. Celui-ci est décalé de 9 mois, afin de mieux visualiser les relations de cause à effet et les perspectives pour l'avenir.

La baisse de la composante conjoncturelle, qui a déjà été annoncée dans la première édition, se confirme dans la présente édition pour le deuxième semestre 2006. Par contre, nous observons une hausse de l'indicateur avancé du marché du travail pour le début de 2007. En effet, au début de 2007,

l'amélioration du chômage conjoncturel semble à nouveau s'arrêter. Une comparaison avec le baromètre de production avancé nous apprend que cette stagnation sera vraisemblablement de nature temporaire, en signalant toutefois que la relance économique générale du moment n'est pas vraiment puissante. Ainsi une amélioration soutenue et forte du marché du travail semble peu probable. Compte tenu de la tendance sous-jacente à la hausse sur une longue période, et les valeurs typiquement plus élevées pour le mois d'octobre, on peut s'attendre à ce que le nombre de chômeurs augmentera dans les mois qui suivent.

4.2 Evolution de l'indicateur de l'activité économique ^{xxvii}

L'indicateur avancé de l'activité économique permet de prédire l'évolution conjoncturelle de la production dans la Région de Bruxelles-Capitale. Tout comme l'indicateur du marché du travail, celui-ci est basé sur des données mensuelles et permet donc de faire des prédictions à court terme. Dans la pre-

mière édition du baromètre conjoncturel de la Région de Bruxelles-Capitale, il a déjà été démontré que la production dans la Région de Bruxelles-Capitale est fortement spécialisée dans les services. La précédente édition a également présenté un indicateur composé de l'activité économique qui pré-

sente de manière adéquate le cycle conjoncturel de la valeur ajoutée dans la Région de Bruxelles-Capitale sur une base mensuelle. Un avantage supplémentaire de cet indicateur réside dans le fait qu'il présente également l'évolution conjoncturelle pour des périodes plus récentes par rapport au produit intérieur brut. L'indicateur est composé sur base de composantes conjoncturelles de séries de chiffres d'affaires en prix constants provenant des secteurs suivants:

- Vente en gros
- Transport urbain et routier
- Poste et télécommunication
- Informatique et activités liées
- Autres prestations de services commerciales, services aux entreprises.

L'indicateur ainsi obtenu suit bien la tendance conjoncturelle de la Région sur base du produit intérieur brut de la Région et peut donc servir de série de référence pour l'établissement de l'indicateur avancé de l'activité économique.

La pertinence de l'indicateur avancé de l'activité économique repose sur la prédiction de la série de référence. A cette fin, on sélectionne d'abord différentes séries de chiffres qui ont un caractère potentiellement avancé par rapport à la série de référence. Les critères de sélection sont les suivants:

- Disponibilité, fréquence et qualité des données
- Pertinence économique d'un point de vue théorique
- Résultats de tests statistiquement significatifs en ce qui concerne la cohérence et le caractère avancé

Après évaluation des deux premières séries selon ces critères, les séries suivantes ont été retenues pour l'analyse statistique du caractère avancé:

- Indice de la production industrielle en Belgique
- Indice des nouvelles commandes dans l'industrie totale pour la Belgique et pour la Région de Bruxelles-Capitale
- Résultats des enquêtes conjoncturelles de la Banque Nationale de Belgique pour les perspectives des commandes et les prévisions de demande pour les secteurs de l'industrie manufacturière, la construction, le commerce et les services, ainsi que position des stocks dans l'industrie manufacturière.

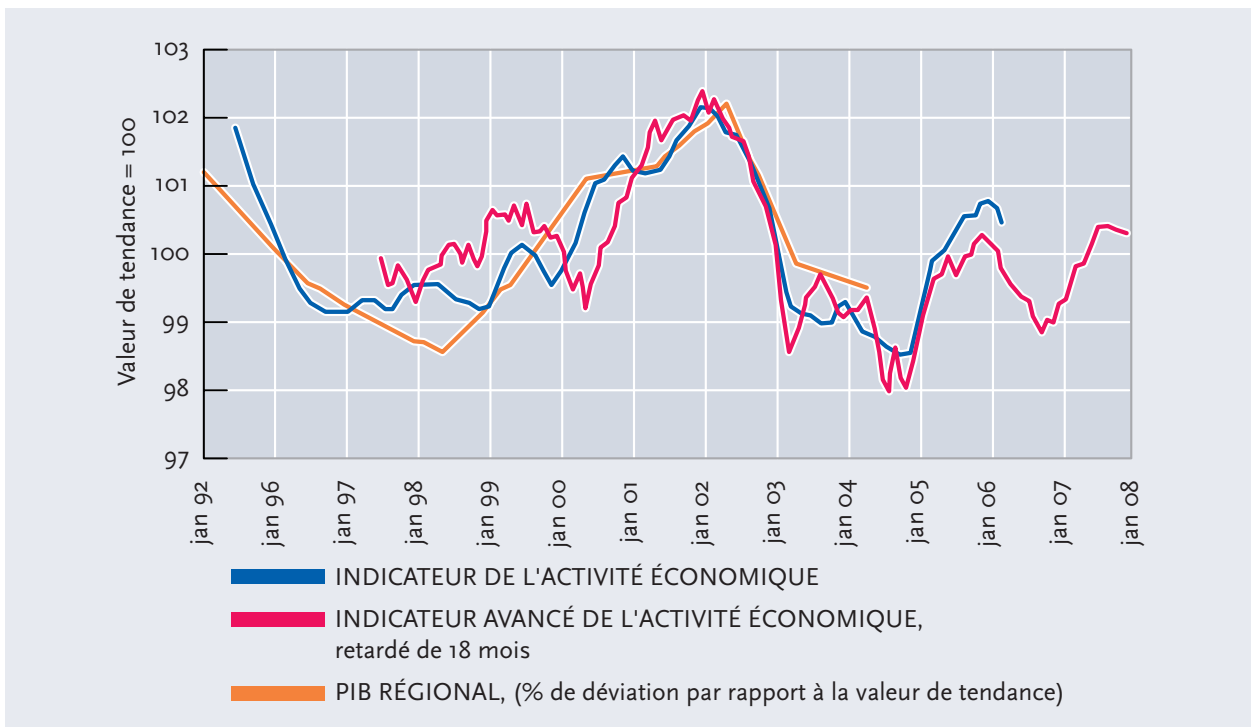
Trois séries ont satisfait aux exigences minimales pour un bon indicateur avancé:

- Les perspectives concernant l'activité/le chiffre d'affaires du secteur des services en Belgique, sur base de l'enquête conjoncturelle mensuelle de la Banque Nationale de Belgique
- Les perspectives concernant la demande générale du secteur des services pour la Belgique, sur base de l'enquête conjoncturelle mensuelle de la Banque Nationale de Belgique
- L'indice des nouvelles commandes pour l'industrie totale en Belgique

Les séries concernant les perspectives dans le secteur des services sur l'activité/chiffre d'affaires et les prévisions de demande se sont avérées relativement corrélées. Etant donné que celles-ci ont donné de meilleurs résultats, nous avons composé l'indicateur avancé de l'activité économique sur base des perspectives en matière de demande générale au sein du secteur des services en Belgique et l'indice des nouvelles commandes pour l'industrie totale en Belgique.

L'indicateur avancé prédit la série de référence de l'activité économique environ 18 mois à l'avance, ce qui semble relativement long. Ceci n'est pas étonnant, car la période entre la réalisation des prévisions de la demande et la réflexion de celle-ci dans les séries de chiffres d'affaires sur base des déclarations T.V.A, sur lesquelles est basé l'indicateur de l'activité économique, est d'une durée d'un an ou plus. On peut raisonner de manière analogue pour les nouvelles commandes.

GRAPHIQUE 14: Comparaison de l'indicateur composé mensuel avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur mensuel de l'activité économique et le produit intérieur brut de la Région de Bruxelles-Capitale



Source: Calculs propres sur base de: BNB et SPF Economie, Direction Statistique et Information Economique

Le graphique 14 montre l'indicateur mensuel de l'activité économique en Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que l'indicateur avancé décalé de 18 mois. L'évolution conjoncturelle selon le produit intérieur brut régional réel est également représentée. On constate que l'indicateur avancé converge bien avec l'indicateur de l'activité économique. C'est surtout après l'année 2000 que le caractère avancé s'exprime. La relance des années 2001 et 2002 est bien représentée, ainsi que la récente relance de l'année 2005. L'indicateur avancé indique que nous pouvons nous attendre à une baisse de la composante conjoncturelle de l'activité économique en Région de Bruxelles-Capitale jusqu'au début de 2007, marquée ensuite par une reprise. Les chiffres pour la fin de 2007 suggèrent une stabilisation. Si nous transposons les résultats en moyennes annuelles, en tenant également compte de la ten-

dance sous-jacente positive à long terme, les résultats des indicateurs avancés pour 2006 et 2007 indiquent une croissance soutenue, mais relativement modeste. La belle croissance bruxelloise des années 2001 et 2002 ne se reproduira donc pas. Ce scénario est cohérent avec les prévisions générales pour l'économie belge. L'augmentation du pouvoir d'achat et donc de la consommation des ménages s'avèrera plutôt modeste. En effet, la modération des salaires reste un point important dans le contexte de la globalisation en progrès, tandis que la poursuite de l'assainissement des finances publiques demandera des efforts financiers de la part des ménages. Cependant, si les bénéfices des entreprises restent positifs, les investissements des entreprises peuvent donner une impulsion assez forte à la croissance.

Liste des tableaux

TABLEAU 1:	Indicateurs des caractéristiques de la Région de Bruxelles-Capitale	6
TABLEAU 2:	Evolution du taux de change du Dollar par rapport à l'Euro	12
TABLEAU 3:	Comparaison de l'évolution du produit intérieur brut en prix constants, entre la Région de Bruxelles-Capitale, le Royaume et la zone euro. Pourcentages annuels de croissance	14
TABLEAU 4:	Evolution du chiffre de l'indice des prix à la consommation	15
TABLEAU 5:	Evolution du chiffre d'affaires réel dans le commerce de gros et services aux entreprises en Région de Bruxelles-Capitale	16
TABLEAU 6:	Nombre total de travailleurs actifs (emploi) dans l'ensemble de l'économie (% croissance par an)	18
TABLEAU 7:	Comparaison du taux d'activité économique en % de la population de 15 à 64 ans	19
TABLEAU 8:	Nombre total de chômeurs demandeurs d'emploi (chiffres trimestriels)	20
TABLEAU 9:	Taux de chômage (chiffres administratifs)	20
TABLEAU 10:	Taux de chômage (selon la définition de l'OIT)	20
TABLEAU 11:	Evolution du nombre d'emplois en Région de Bruxelles-Capitale occupés par des habitants de la région	21
TABLEAU 12:	Evolution des dépenses publiques et privées de R&D en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	22

Liste des graphiques

GRAPHIQUE 1	Evolution du commerce mondial en termes réels 1996 – 2006	11
GRAPHIQUE 2	Evolution de la croissance dans le monde du PIB en termes réels 1970 - 2005	11
GRAPHIQUE 3	Evolution du prix du pétrole brut	13
GRAPHIQUE 4	Evolution de la croissance annuelle de la valeur ajoutée brute en Région de Bruxelles-Capitale et dans les arrondissements de la périphérie, 1996 - 2004	14
GRAPHIQUE 5	Evolution de la production industrielle en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique	15
GRAPHIQUE 6	Evolution du chiffre d'affaires réel du commerce de gros en Région de Bruxelles-Capitale	16
GRAPHIQUE 7	Evolution du chiffre d'affaires réel du secteur des services aux entreprises en Région de Bruxelles-Capitale	17
GRAPHIQUE 8	Nombre total de travailleurs dans la Région de Bruxelles-Capitale – Chiffres absolus: Evolution 1995 - 2004	18
GRAPHIQUE 9	Evolution du nombre de chômeurs demandeurs d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale et en Belgique (année de base de l'indice: 1990 = 100)	19
GRAPHIQUE 10	Émission de gaz à effet de serre en Région de Bruxelles-Capitale (en Kt d'équivalents CO ₂)	23
GRAPHIQUE 11	Collecte de déchets ménagers par l'Agence Bruxelles-Propreté (en kg par habitant)	24
GRAPHIQUE 12	Consommation de carburant (essence + diesel + LPG) (en Kt d'équivalents pétrole)	24
GRAPHIQUE 13	Comparaison de l'indicateur avancé du marché du travail avec la composante conjoncturelle du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés en Région de Bruxelles-Capitale	26
GRAPHIQUE 14	Comparaison de l'indicateur composé mensuel avancé de l'activité économique avec l'évolution conjoncturelle selon l'indicateur mensuel de l'activité économique et le produit intérieur brut de la Région de Bruxelles-Capitale	28

Notes

- I Source: SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique (2006).
- II Provenant de l'enquête de Sleuwaegen e.a., *Buitenlandse aanwezigheid in Vlaanderen* (2004). Une mise à jours des chiffres est prévue pour l'un des baromètres suivants.
- III On entend par tourisme d'affaires les nuitées dans le cadre de conférences, de congrès et de séminaires et à d'autres fins professionnelles. Source: Toerisme Vlaanderen (2006).
- IV Source: Institut des Comptes Nationaux (via Belgostat, 2006).
- V Source: SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique (2006), calculs propres.
- VI Source: Institut bruxellois de Statistique et d'Analyse (2006).
- VII On entend par revenu le revenu net total imposable. Source: (2006), calculs propres.
- VIII Par enseignement supérieur, on entend formation supérieure (après les études secondaires). Source: SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique (2006), calculs propres.
- IX Par peu qualifié, on entend le niveau d'enseignement secondaire inférieur au minimum. Source: SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique (2006), calculs propres.
- X Selon le Bureau International du Travail, la définition du chômage est basée sur l'Enquête sur les forces de travail (EFT). Sont considérées comme " chômeurs " toutes les personnes âgées de plus de 15 ans qui, au cours de la période de référence (les 4 semaines précédant l'enquête): sont sans emploi, sont disponibles sur le marché de l'emploi et sont à la recherche active d'un emploi.
- XI Source: SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique (2006), calculs propres.
- XII Source: Eurostat (2006).
- XIII Source: Eurostat (2006). Les chiffres concernent uniquement les demandes auprès de l'Office Européen des Brevets.
- XIV Source: Ecodata, SPF Economie, Direction Générale Statistiques et Information Economique (2006), calculs propres.
- XV Le taux de création net est le rapport entre le nombre net d'entreprises créées au cours d'une année et le nombre total d'entreprises de l'année précédente.
- XVI Il s'agit ici du "prime rent": loyer qu'on peut demander sur le marché ouvert pour un logement haut de gamme, qui fait au moins 500 m². Source: Jones Lang LaSalle (deuxième trimestre 2006).
- XVII Le taux de disponibilité est exprimé comme la proportion entre le nombre de m² d'espaces de bureaux non-loués et le nombre total de m² d'espaces bureaux. Source: Jones Lang LaSalle (deuxième trimestre 2006).
- XVIII Indice composé de 24 villes: Amsterdam, Barcelone, Berlin, Bruxelles, Budapest, Dublin, Düsseldorf, Edinburg, Frankfort, Hamburg, Londres, Luxembourg, Lyon, Madrid, Milan, Moscou, Munich, Paris, Prague, Rotterdam, Stockholm, La Haye, Utrecht et Varsovie.
- XIX Il s'agit ici de l'accessibilité externe évaluée par des hommes d'affaires de niveau supérieur au moyen de la question "Which city do you think is best in terms of transport links with other cities and internationally? Which second best? And which third? (Quelle ville est selon vous la meilleure en termes de transport, de communications avec d'autres villes et au niveau international ? Quelle est la deuxième? Et la troisième ?" Cushman and Wakefield (2005), *European Cities Monitor 2005*.
- XX Source: ICN (via Belgostat, 2006).
- XXI Les chiffres pour la Belgique et l'UE-15 sont des taux de croissance sur base de moyennes annuelles de séries d'indices mensuels désaisonnalisés et lissés. Le dernier chiffre pour la Belgique est le taux de croissance de la valeur moyenne de l'indice pour les mois de janvier et février 2006 par rapport à la valeur moyenne de l'indice pour l'année 2005.
- XXII Taux brut de l'emprunt OLO de référence sur le marché secondaire, Chiffre du jour.
- XXIII Le lecteur attentif remarquera que les statistiques d'emploi (nombre de personnes qui disposent d'un emploi) provenaient de la BNB dans le baromètre conjoncturel de juillet 2006. A partir de cette version du baromètre, les chiffres utilisés seront ceux issus de l'enquête sur les forces de travail de l'INS qui ont l'avantage d'être plus récents. De plus, il est utile que les données d'emploi et de chômage (définition BIT) proviennent de la même source.
- XXIV Définition des gaz à effet de serre: CO₂, CH₄, N₂O et gaz fluorés.
- XXV Note: En ce qui concerne les investissements, nous n'avons pas jugé utile d'appliquer ces chiffres ici, car:
- Les investissements sont surtout pertinents pour l'industrie et la construction. Or, les deux secteurs ensemble ne représentent que 8,4% de la valeur ajoutée créée dans la Région.
 - Les investissements suivent généralement la conjoncture avec un décalage, en d'autres termes il s'agit d'un lagging au lieu d'un indicateur significatif.
 - Les séries liées aux investissements sont très volatiles et sensibles aux 'single outliers' Une décision dans une ou plusieurs entreprises peut fortement influencer les séries.